

Zoom sur ...

... le rapport trimestriel des émissions de titres publics sur le marché régional (UMOA)**❖ Un taux de réalisation moyen de 104% au 2^{ème} trimestre 2019**

Au cours du 2^{ème} trimestre 2019, **les Etats membres de l'UMOA ont mobilisé 1064 Mds FCFA (1,6 Md EUR)** dans le cadre des adjudications via le marché régional des titres – un montant supérieur à celui sollicité, à 1021 Mds FCFA (1,5 Md EUR). **Le taux de réalisation au 2^{ème} trimestre 2019 s'établit donc à 104,2%**, contre 101,8% lors du trimestre précédent. Cette performance est exclusivement liée aux résultats de **la Côte d'Ivoire, qui a réussi à mobiliser un montant total de 663 M EUR, pour un taux de réalisation de 126,5%**. Hormis **le Sénégal – qui effectuait son retour sur le marché régional après un an d'absence** – tous les autres Etats membres ont mobilisé moins de ressources que souhaité.

❖ Répartition par émetteur et par maturité

Comme au trimestre précédent, **la Côte d'Ivoire est le pays qui a mobilisé le plus gros volume sur le marché régional des titres, en collectant 34% du volume total**. Ce pays est suivi par le Burkina Faso à 15% (215 M EUR) et le Niger à 13% (183 M EUR). La Guinée-Bissau n'a collecté que 2% du volume total (27 M EUR).

Les titres de maturité de 3 ans représentent 28% de l'ensemble des titres (437,5 M EUR); les titres de maturité de 1 an et 3 mois représentent chacun 22% de l'ensemble des titres.

❖ Coût moyen de la dette

Comme l'indiquent les courbes de taux publiées par l'agence [UMOA-Titre](#), **les pays ne bénéficient pas de la même confiance des investisseurs et supportent donc des coûts de la dette différents**. Le Togo supporte le coût moyen le plus élevé sur les émissions de 3 ans à 7,63%, contre 5,99% pour le Sénégal et 6,09% pour le Burkina Faso.

❖ Prévisions d'émission sur le 3^{ème} trimestre 2019

Au cours du 3^{ème} trimestre 2019, les pays de la zone souhaiteraient mobiliser 741 Mds FCFA (1,1 Md EUR), dont 327,8 M EUR en juillet, 320,1 M EUR en août, puis 291,2 M EUR en septembre.

La mobilisation la plus importante devrait être faite par la Côte d'Ivoire (434 M EUR), suivie du Niger (191 M EUR), du Togo (175 M EUR), du Burkina Faso et du Mali (160 M EUR chacun). **A ce stade, le Bénin et le Sénégal ne prévoient aucune émission sur le marché régional pour ce 3^{ème} semestre**.

❖ Encours des titres publics

Au 2^{ème} trimestre 2019, l'encours des titres publics de la région était de 6 718 Mds FCFA (10,2 Mds EUR). En ce qui concerne la répartition par émetteur, la Côte d'Ivoire détient à elle seule 35% de l'encours global, loin devant le Bénin (14%), le Burkina Faso (13%), le Mali (12%), le Togo (11%), le Niger et le Sénégal (7% chacun) et la Guinée-Bissau qui ferme la marche avec seulement 1% de l'encours global de la région.

Pays	Montant total sollicité au T2 2019 (M EUR)	Montant total mobilisé au T2 2019 (M EUR)	Taux de réalisation au T2 2019	Prévision sur T3 2019 (M EUR)
Bénin	133	122	92%	-
Burkina Faso	232	215	92,8%	160
Côte d'Ivoire	524	663	126,5%	434
Guinée-Bissau	30	27	90%	9
Mali	168	152	90,9%	160
Niger	201	183	90,9%	191
Sénégal	84	84	100%	-
Togo	183	175	95,8%	175
Total	1557	1622	104,2%	1130

21^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA

Les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA étaient réunis à Abidjan le 12 juillet 2019, au lendemain de la commémoration du 25^{ème} anniversaire de l'UEMOA, à l'occasion de la 21^{ème} session ordinaire présidée par le Président ivoirien Alassane Ouattara. [Selon le communiqué officiel publié à l'issue de cette rencontre](#), le taux de prélèvement communautaire de solidarité (PCS) a été maintenu à 0,8% et le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) a été érigé en Autorité de régulation (AREPMF). Concernant la future monnaie unique régionale « ECO », la Conférence a réaffirmé ses ambitions pour un démarrage en 2020 en privilégiant une approche graduelle, incluant progressivement les pays qui respectent les critères de convergence de la CEDEAO. Lors d'une conférence de presse en marge du sommet, Alassane Ouattara a déclaré que le taux de change de l'euro par rapport à l'ECO serait dans un premier temps le même que celui du Franc CFA (655,957).

La Banque mondiale et le Fonds pour les technologies propres financent l'électrification dans 19 pays d'Afrique pour près de 225 M USD

Le 20 juin, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé l'appui financier de la Banque mondiale (BM) et du Fonds pour les technologies propres (CTF) pour la mise en œuvre du [projet régional d'électrification hors réseau](#) (ROGEP). Ainsi, le projet recevra un financement à hauteur de 150 M USD de la part de la BM, dont 10 M USD sous forme de dons, ainsi qu'un financement de 74,7 M USD du CTF, dont 7,5 M USD en subvention. ROGEP est un projet d'électrification solaire hors réseau qui sera mis en œuvre par la BOAD et le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) en Afrique de l'Ouest et du Centre dans 19 pays à compter de 2020. Il touchera tous les pays de l'UEMOA ainsi que le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée et la Mauritanie. A terme, il devrait fournir de l'électricité à environ 1,7 million de personnes, qui obtiendront des kits solaires de 20 à 350 KW et disposeront d'autres solutions sur mesure. Pour rappel, 244 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans la sous-région bénéficiaire du projet. Cette approbation est intervenue quelques semaines avant la [3^{ème} conférence du ROGEP](#), qui se tient ces 18 et 19 juillet à Lomé (Togo).

BENIN

Adhésion du Bénin à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures

A l'issue du 4^{ème} conseil d'administration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) organisé le 13 juillet dernier et pour la première en dehors du continent asiatique, à Luxembourg, [la banque a autorisé l'adhésion du Bénin ainsi que celles du Rwanda et de Djibouti](#). L'AIIB, créée en janvier 2016 par la Chine, compte désormais 100 pays adhérents dont une douzaine de pays africains.

BURKINA FASO

L'état d'urgence a été prolongé de six mois

L'état d'urgence, en vigueur depuis décembre 2018 dans plusieurs provinces du Burkina Faso, vient d'être [prolongé de six mois par l'Assemblée nationale](#) réunie en session extraordinaire. Le projet de loi afférant prend effet à compter du 13 juillet et sera valide jusqu'au 12 janvier 2020. L'état d'urgence concerne quatorze provinces situées dans sept régions (sur les treize que compte le pays), notamment les régions des Hauts-Bassins, de la boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, de l'Est, du Nord et du Sahel, en proie à des attaques djihadistes récurrentes et meurtrières.

Les recouvrements de la DGI en mai et juin 2019 dépassent les prévisions

Le nouveau Directeur général des Impôts (DGI), Moumouni Lougué, a fait le point des recouvrements de la DGI des mois de mai et de juin 2019. Il a indiqué que les montants mobilisés durant ces deux mois dépassent les prévisions, avec respectivement 74,3 Mds FCFA (113 M EUR) en mai (soit un taux de réalisation de 112,8%) et 66,9 Mds FCFA (102 M EUR) en juin (soit un taux de réalisation de 119,6%). Cette performance porte le taux de réalisation global du 2^{ème} trimestre à

96%, soit une mobilisation fiscale de 401,3 Mds FCFA (612 MEUR). Au total, la DGI aura mobilisé 582,3 Mds FCFA (888 MEUR) de recettes sur le 1^{er} semestre, soit un taux de réalisation de 96,9%. Ce montant représente 67,8% de l'objectif annuel fixé à 859 Mds FCFA (1 310 M EUR).

Lancement des travaux d'amélioration de la rocade sud-est du boulevard Tansoba à Ouagadougou

Le 16 juillet 2019, le Chef d'Etat burkinabé a procédé au lancement des travaux de réhabilitation de la rocade sud-est du boulevard de Tansoba à Ouagadougou, long de près de 7 km. D'un coût d'environ 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), le financement de ce projet est un don du Japon (via l'Agence Japonaise de Coopération Internationale-JICA) à l'État burkinabè. Le maître d'ouvrage est le ministère burkinabè des Infrastructures. La mission de contrôle est assurée par le consultant japonais Ingerosec Corporation, le contrat s'étale du 1^{er} février 2019 au 31 décembre 2021, et le contractant est l'entreprise japonaise Dai Nippon Construction qui a sous-traité la quasi-totalité des travaux au groupe français Sogea Satom.

La France débloque 600 M FCFA pour promouvoir les bonnes pratiques dans l'exploitation minière artisanale

L'ambassadeur de France et le ministre burkinabè des Mines et des Carrières [ont signé, le 16 juillet 2019 à Ouagadougou](#), une convention de financement du projet Appui à l'encadrement du secteur aurifère artisanal qui sera exécuté par l'Agence nationale d'encadrement des exploitations minières artisanales et semi-mécanisées (ANEEMAS). Financé à hauteur de 600 M FCFA (environ 1 M EUR) par l'ambassade de France sur deux ans, ce projet doit permettre de promouvoir les bonnes pratiques dans l'exploitation minière artisanale, tout en minimisant ses impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé humaine. Au titre de l'année 2019, cet appui financier permettra de réaliser des études prospectives dans le domaine des exploitations minières artisanales, de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne des exploitations minières artisanales et d'acquérir les équipements nécessaires à des opérations pilotes d'exploitation minière artisanale responsable. Avant la mise à l'échelle du projet sur l'ensemble des 800 sites d'exploitation minière que compte le Burkina Faso, le projet sera exécuté sur deux sites pilotes.

Le premier lingot de la mine de Sanbrado attendu au 3^{ème} trimestre 2020

Le groupe minier australien West African Resources Ltd a annoncé, le 10 juillet 2019, que les travaux de construction de la mine de Sanbrado, située dans la Région Centre à environ 90 km à l'est-sud-est d'Ouagadougou, respectent le budget et le calendrier initiaux. Les travaux sont actuellement achevés à 45%. Le premier lingot d'or devrait être coulé au 3^{ème} trimestre 2020, avec une production annuelle estimée à environ 7,3 tonnes. La mine sera exploitée par la Société des Mines de Sanbrado (SOMISA).

Poursuite de la politique de reforestation

[Sur plus de 105 000 hectares de forêts détruites annuellement au Burkina Faso, seuls 10 500 hectares sont reboisés](#). Le ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique a donc invité l'ensemble des acteurs à se mobiliser pour la nouvelle campagne de reboisement qui a démarrée le 1er juillet. L'objectif demandé auprès des ministères, du secteur privé et de la société civile est de mettre en terre plus de 10 millions de plants sur des sites sécurisés de reboisement.

CAP-VERT

Le FMI approuve la mise en place d'un nouvel Instrument de Coordination de la Politique Economique

[Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 15 juillet](#) un accord sur un Instrument de coordination de la politique économique d'une durée de 18 mois afin de soutenir la mise en œuvre des réformes du Plan stratégique pour un développement soutenable (PEDS). Les Services du FMI notent que la situation macroéconomique du pays s'est améliorée ces dernières années. La croissance économique est prévue à 5% en 2019 et le déficit budgétaire à 2,2% du PIB. La mise en œuvre des réformes concernant les entreprises publiques déficitaires, notamment la privatisation

de la compagnie aérienne, devrait diminuer le risque pesant sur les finances publiques. Le risque de surendettement extérieur et global est toujours jugé élevé.

COTE D'IVOIRE

Levée de la suspension des ventes de la récolte 2020/2021

Le Ghana et la Côte d'Ivoire, face à l'échec des négociations sur la fixation d'un prix plancher de 2 700 USD la tonne de cacao, avaient décidé de suspendre les ventes de la récolte 2020/2021. De plus, le Cocobod ghanéen et le Conseil Café Cacao ivoirien avaient annoncé qu'ils vendraient leurs fèves de cacao avec une « prime destinée à soutenir le revenu des producteurs » dès que les cours internationaux descendront en dessous d'un niveau plancher, cette compensation allant jusqu'à 400 USD/tonne. La suspension a été levée le 15 juillet dernier, les fèves ivoiriennes et ghanéennes de la récolte 2020/2021 seront donc vendues selon ce mécanisme de compensation qui devrait garantir pour cette saison un prix de vente proche de 2 700 USD la tonne et des revenus décents pour les producteurs.

3^{ème} édition du Forum de la diaspora ivoirienne

[La 3^{ème} édition du Forum de la diaspora ivoirienne](#) était organisée à Abidjan les 15 et 16 juillet 2019 autour du thème « Talents et investisseurs : le rendez-vous de l'emploi et des opportunités », en présence du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. L'organisation de ce forum s'inscrit dans la stratégie du gouvernement d'inciter sa diaspora à investir en Côte d'Ivoire et d'accompagner sa réinsertion socio-économique en cas de retour au pays. Le Premier ministre a notamment rappelé l'importance des envois de fonds de la diaspora ivoirienne, estimés à 380 M USD en 2017 – soit 30% de plus que le montant reçu de l'aide publique au développement. Il a par ailleurs souligné que ces flux financiers sont en nette progression (une hausse de 91% entre 2008 et 2017). Ces rencontres ont été marquées par la signature d'une convention entre la Côte d'Ivoire et le [Fonds de Solidarité Africain](#) portant sur la mise en place d'un mécanisme d'appui à la création d'entreprises par les Ivoiriens de l'extérieur. Pour rappel, la diaspora ivoirienne est estimée à 1,2 million de personnes, soit 5,4% de la population du pays, ce qui positionne le pays au 18^{ème} rang africain des pays receveurs d'envois de fonds des migrants.

La filiale ivoirienne de la BGFI double son capital, à 30,5 M EUR

Cette décision avait été prise au terme de l'Assemblée générale extraordinaire du groupe tenue le 5 novembre 2018. Elle vise à renforcer la solidité de la filiale afin de lui permettre de consolider ses acquis et d'étendre ses activités dans le cadre de son plan stratégique 2018-2020. BGFI est un groupe bancaire panafricain dont le siège se trouve au Gabon. La filiale ivoirienne a débuté ses activités en 2012. L'établissement a affiché un total bilan de 334 Mds FCFA (509,2 M EUR) en 2017 (+15% en glissement annuel), soit le 9^{ème} plus élevé du marché bancaire ivoirien. Son résultat net était ressorti à 5,5 Mds FCFA (8,4 M EUR), soit une hausse de 35% par rapport à 2016.

Inauguration d'une agence Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) dédiée aux PME

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME a inauguré la « Maison de la promotion des moyennes entreprises ». Fondée par la Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI), cette agence spécialisée a pour objectif de favoriser l'émergence d'un tissu de PME ivoiriennes par la mise à disposition de produits financiers adaptés. La Société Générale active ainsi son plan d'engagement de 350 Mds FCFA (538 M EUR) pour le développement des PME dans le pays. Selon le gouvernement en 2015, les PME représentaient 98 % du tissu économique formel, 20 % de la richesse nationale, 12 % de l'investissement et employaient 23 % de la population active.

Lancement à Abidjan de la 1^{ère} édition de la « journée de l'Épargne »

[Le Trésor public ivoirien a procédé, ce 16 juillet, au lancement de la 1^{ère} « journée de l'Épargne »](#) au sein de la mairie d'Adjamé, à Abidjan. Cette initiative s'inscrit dans l'axe II du Plan stratégique de développement 2016-2020 du Trésor public, visant à accroître les capacités de financement de l'État de Côte d'Ivoire. Lors de cette première édition, des bons et obligations du Trésor ont été présentés aux populations de la commune. Les bons présentés ont des maturités comprises entre 3 et 12 mois, assorties de taux d'intérêts de 3,75% à 5%. Les obligations ont des maturités de 3 et 5 ans

avec un taux d'intérêt respectivement de 7,25% et 8,25% l'an. Selon l'Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD), l'ensemble de ces titres sont garantis à 100% par l'État de Côte d'Ivoire.

Le pays signe des contrats d'exploration avec Total et Eni

[Le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables a annoncé, le 15 juillet dernier, la signature de quatre contrats avec le groupe français Total et le groupe italien Eni](#) pour l'exploration de 4 blocs pétroliers au large des côtes ivoiriennes. Les deux groupes investiront 164 M EUR. Plusieurs sociétés internationales comme Total ou le groupe britannique Tullow Oil ont annoncé des découvertes importantes de gisement pétrolier dans la région ces dernières années. Pour rappel, la Côte d'Ivoire produit actuellement 40 000 barils par jour et a révisé son code pétrolier en 2015 pour attirer de nouveaux investisseurs.

Accord de coopération entre la Turquie et la Côte d'Ivoire dans le domaine du logement social

Lors de la visite du ministre ivoirien de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme en Turquie auprès du ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme, un mémorandum d'accord entre les deux pays a été signé. Cette entente porte sur le domaine de la construction de logements sociaux et permettra aux deux pays de partager leurs connaissances et leurs expertises dans l'élaboration de modèles financiers adaptés à la mise en œuvre de programmes dans ce domaine. De cette coopération devrait, également, naître une Agence nationale de l'Habitat en Côte d'Ivoire. Inspirée par l'agence publique turque Toki, cette structure sera en charge du développement du secteur de l'immobilier.

Préparation du programme-pays pour le Fonds vert pour le Climat avec les PME

Mécanisme financier rattaché à l'ONU, le Fonds vert pour le climat (FVC) a été créé afin de soutenir les efforts des pays pour lutter contre les changements climatiques. Actuellement, l'Etat Ivoirien élabore son programme, espérant ainsi mobiliser jusqu'à 600 M FCFA (920 K EUR) via ce fonds. C'est dans ce cadre que le ministère de l'Environnement et du Développement Durable a organisé un atelier de consultation avec des PME pour l'identification de leurs priorités d'investissement afin de les impliquer dans l'élaboration du programme-pays. Le FVC a déjà octroyé 1,4 Md FCFA (2,1 M EUR) en février 2019 à la Côte d'Ivoire.

GUINEE

Le nouveau siège du Parlement offert par la Chine

Le président de la Commission aménagement du territoire et des transports de l'Assemblée nationale guinéenne et le conseiller économique de l'Ambassade de Chine ont visité, le 11 juillet 2019, le site devant abriter le nouveau siège du Parlement guinéen. L'infrastructure sera financée par un don de la Chine et comprendra entre autres un hémicycle d'une capacité de 200 députés (contre 114 dans l'actuel parlement).

Appel d'offres pour l'attribution de droit minier sur le gisement de Simandou

Le président guinéen vient de lancer la procédure d'appel d'offres relative à l'attribution de droit minier sur l'important gisement de minerai de fer situé sur les blocs I et II de Simandou (régions de Nzérékoré et Kankan). Le gisement de fer concerné par cet appel d'offres couvre une superficie de 369 km². En outre, une convention sur les infrastructures sera signée avec l'adjudicataire car l'exploitation du gisement nécessite des infrastructures de transport. Le dossier d'appel d'offres et les conditions de participation sont disponibles au Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM).

Expansion et diversification du portefeuille minier de la SOGUIPAMI

La Société publique guinéenne du patrimoine minier (SOGUIPAMI) a annoncé, le 16 juillet dernier, l'expansion et la diversification de son portefeuille minier. Celui-ci comprend désormais : (i) deux permis d'Or (Nyagassola, Siguiri), (ii) un permis d'exploration de pierres précieuses, notamment le Diamant (Kérouané), (iii) un permis d'exploration de Manganèse (zone Conakry), (iv) un permis de recherche promotionnel sur les métaux de base (nickel, cobalt, scandium). Depuis quelques années, la société tente d'orienter ses projets de développement vers des métaux (graphite, nickel,

lithium, manganèse, cobalt) qui entrent dans la fabrication de batterie sur le marché très porteur des véhicules électriques.

MALI

Signature de quatre accords financement avec la BM pour un montant total de 221,2 M EUR

Le Mali et la Banque mondiale (BM) ont signé, vendredi 12 juillet 2019, quatre accords de financement pour un montant total de 221,2 M EUR (150 M EUR en prêts, 71,19 M EUR en dons). Le 1er accord (27,61 M EUR) est relatif au projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet). Le 2^{ème} (133,5 M EUR, dont 25 M EUR de dons) concerne l'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM). Le 3^{ème} (44,5 M EUR) porte sur le déploiement de ressources de l'Etat pour l'amélioration des services et le dernier accord (35,62 M EUR) sur la gouvernance du secteur des mines. Selon la BM, la mise en œuvre rapide de ces financements permettrait d'atteindre les objectifs fixés au profit des populations maliennes.

Ratification d'un accord avec la Norvège pour la construction d'une centrale solaire de 33 MW à Ségou

Ce projet de construction d'une centrale solaire de 33 MW à Ségou, qui vient d'être ratifié, s'inscrit dans le programme national d'électrification et représente un investissement de 48,4 M EUR. La cérémonie était présidée par le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, et son homologue norvégienne, Mme Erna Solberg. Le projet est piloté par le consortium Ségou Solaire SA comprenant trois partenaires (Norvégien Scatec Solar à 51%, fonds d'investissements IFC Infraventure à 30% et développeur local Africa Power à 19%). Il bénéficie notamment du soutien du programme SREP de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (BAfD 20 M EUR). Les tarifs d'achat de l'électricité sont fixés dans le contrat signé avec Energie du Mali (EDM SA) en juillet 2015.

MAURITANIE

Don de l'AFD et de l'UE à la Mauritanie

[Dans le cadre de l'Alliance du Sahel](#), l'AFD et l'Union européenne viennent de mobiliser en commun un don de 12 M EUR en faveur de la Mauritanie pour financer des investissements dans le domaine de l'énergie pour un développement durable des zones rurales.

Signature d'un accord entre le Fonds saoudien de développement (FSD) et la Banque malienne de solidarité (BMS)

L'accord porte sur l'ouverture d'une ligne de crédit de 3 M USD, destinée au renforcement de la coopération financière entre la BMS et les institutions financières Saoudiennes. Il a pour objectif de faciliter les importations de biens et services d'Arabie Saoudite pour les opérateurs mauritaniens. Pour rappel, le capital de la BMS a connu plusieurs augmentations ces dernières années, pour atteindre 1,2 Mds MRU (29 M EUR).

Petronas octroie à la compagnie britannique Expro le contrat de mise hors service du champ pétrolier Chinguetti II

Il s'agit d'un contrat de fourniture d'un système d'élévateur d'intervention (IRS) pour le bouchage et l'abandon de Chinguetti II, la deuxième phase de production du champ de Chinguetti. Le montant du contrat est de 16 M USD, sur un an. Le groupe IRS assurera le contrôle des puits pendant le processus de fermeture et d'abandon. Expro sera également soutenue par la société américaine Worldwide Oilfield Machine dans l'exécution de ce contrat.

NIGER

Signature de deux conventions de financement entre le Niger et l'AFD

L'ambassadeur de France au Niger a participé, le 16 juillet 2019, à la signature de deux conventions de financement entre la République du Niger et l'Agence française de développement (AFD). La première convention, d'un montant de 10 M EUR (6,5 Mds FCFA) est un appui budgétaire global sous forme de don au titre de l'année 2019. Plus de la moitié de ces fonds seront alloués aux besoins identifiés comme prioritaires par le gouvernement, et le reste affecté à la sécurité alimentaire (reconstitution des réserves alimentaires stratégiques gérée par l'Office des Produits Vivriers du Niger

(OPVN) et au démarrage des activités du Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN). La deuxième convention finance, sous forme de subvention, un appui technique à l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI), à hauteur de 700 000 EUR (459 M FCFA). En effet, pour répondre aux enjeux de la transition numérique, l'ANSI avait fait part à l'AFD de besoins d'appuis à court-terme, visant le renforcement de capacité de pilotage des projets numériques de l'État, et de son souhait de bénéficier de l'expertise publique française en la matière.

La Maison de la presse du Niger rénovée par la Turquie

Le ministre nigérien de la Communication a réceptionné, le 13 juillet à Niamey, des mains de l'ambassadeur de Turquie au Niger, les clés de la Maison de presse du Niger, rénovée grâce à l'Agence de coopération de la Turquie (TIKA). Le ministre a profité de cet événement pour exprimer la gratitude des autorités nigériennes envers la Turquie qui a grandement contribué à la réussite du récent Sommet de l'Union africaine, notamment à travers la construction d'un hôtel 5 étoiles, la rénovation du Palais des Congrès et la réhabilitation de l'aéroport international Diiori Hamani de Niamey.

SENEGAL

Le solde global de la balance des paiements est évalué à 527 Mds FCFA (803 M EUR) en 2018

La direction nationale de la BCEAO a publié, le 15 juillet, [les comptes extérieurs du Sénégal](#). Le solde global de la balance des paiements enregistre un excédent en hausse, passant de 126 Mds FCFA (192 M EUR) en 2017 à 527 Mds FCFA (803 MEUR) en 2018, soit une augmentation de plus de 300%. Ce montant était évalué à 50,2 Mds FCFA (76 M EUR) en 2016. Selon le directeur national de la Banque centrale, les exportations continuent de croître, en particulier celles concernant les minerais tels que le zircon et le titane, dont le volume d'exportation est passé de 259 M FCFA (395 K EUR) en 2013 à 82 Mds FCFA (125 M EUR) en 2018. Les importations demeurent une préoccupation, notamment en ce qui concerne la facture pétrolière et les produits alimentaires. Le déficit courant se serait dégradé, passant de 3% du PIB en 2017 à 7,1% en 2018, principalement en raison des importations liées aux investissements publics.

La Belgique investit 45 M EUR pour la promotion de l'entrepreneuriat et la santé de la reproduction

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, et le chargé d'affaires de l'Ambassade de Belgique au Sénégal, ont procédé le 15 juillet à la [signature d'une convention spécifique relative à un nouveau programme de coopération au développement](#), pour la période 2019-2023. Ce programme dont le budget global est de 45 M EUR, concerne les régions de Kaolack, Fatick et Kaffrine. Il comporte trois volets (i) la promotion de l'entrepreneuriat durable et de la création d'emplois durable à travers l'appui pour une infrastructure agroindustrielle plus moderne (13,5 M EUR) et le renforcement du capital financier, technique et humain des entreprises pour 9 M EUR, (ii) la santé de la reproduction pour 8,8 M EUR et (iii) le renforcement des compétences avec une intervention qui porte sur les formations, les études et les expertises.

Le Sénégal rembourse près de 18 Mds FCAF (27 M EUR) de dettes islamiques

L'Etat du Sénégal procédera le 26 juillet 2019 au paiement de la marge semestrielle et au remboursement partiel de [son emprunt obligataire islamique dénommé « Sukuk » pour un montant de 18 Mds FCFA](#) (27 M EUR). Le 20 juin 2016, le gouvernement du Sénégal avait procédé au lancement d'une obligation islamique sur le marché UEMOA. L'opération avait été structurée autour d'un fonds commun de titrisation de créances (FCTC) pour un montant global de 150 Mds FCFA (225 M EUR), couvrant la période 2016 – 2026, avec une marge de 6% à verser aux souscripteurs (le taux d'intérêt classique étant interdit par la loi islamique).

Une croissance de 9,1% prévue sur la période 2020-2022

Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire (Dob) qui s'est tenu le 30 juin dernier, le ministre des Finances et du Budget a annoncé que le taux de croissance projeté dans le document de programmation budgétaire économique pluriannuelle (Dpbep) s'élevait à 9,1% en moyenne sur la période 2020-2022. L'inflation s'élèverait à 1,7% et le déficit budgétaire serait maintenu à 3% du PIB. Durant cette même période, un accent sera mis sur les cinq grandes priorités que sont (i) la

jeunesse, (ii) la promotion économique et sociale des femmes, (iii) l'amélioration du cadre de vie et l'accès au logement, (iv) la préservation et la restauration des ressources environnementales et (v) la réforme de l'administration.

Projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeurs agricoles

[La Banque africaine de développement a accordé un prêt de 87,6 M EUR au gouvernement sénégalais afin de mettre en œuvre son projet de valorisation des eaux pour le développement de chaînes de valeurs \(PROVALE-CV\)](#). Ce projet s'inscrit dans le Programme national de développement de la petite irrigation locale au Sénégal et l'objectif est d'augmenter durablement les productions agricoles, les emplois et les revenus en milieu rural à travers la mobilisation des eaux de surface ou souterraines sur plus de 12 000 ha de terres agricoles. Ce projet est également financé par le Fonds chinois African Growing Together Fund à hauteur de 26,8 M EUR, ainsi que par le Fonds de l'OPEP et par le FIDA.

TOGO

La note souveraine B3 attribuée par l'agence Moody's au Togo

L'agence de notation Moody's [a attribué au Togo la note B3 avec perspectives stables](#) (catégorie « très spéculatif »). Première à livrer ses résultats, l'agence S&P avait attribué au pays la note B/B perspectives stables, légèrement supérieure à celle de Moody's. La publication de cette seconde notation s'inscrit dans la stratégie de l'Etat togolais d'améliorer sa visibilité à l'international. Le Togo s'apprête en effet à contracter fin 2019 des emprunts extérieurs au travers d'une syndication de 397 M EUR qui devrait être co-garantie par la Banque mondiale et l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) afin de reprofiler sa dette publique (substitution de la dette interne par de la dette externe à maturité plus longue et taux d'intérêt plus avantageux). Cette opération remplacera le projet d'émission d'un Eurobond de 500 M EUR initialement envisagé par les autorités.

Le Togo lance un plan sur dix ans d'apurement des arriérés de paiements de la dette intérieure

L'Etat togolais prévoit d'étaler sur les dix prochaines années le remboursement de 225,5 Mds FCFA (344 M EUR) d'arriérés accumulés en dette intérieure, qui représentent 10,3% de l'encours de la dette publique totale. En 2019, ce sont 35,4 Mds FCFA (54 M EUR) qui seront consacrés à ces remboursements (après 76 M EUR en 2017 et 99 M EUR en 2018), une somme qui permettra de redonner des marges de trésorerie au secteur privé local et pourrait participer à sa dynamisation. Les autorités prévoient également de veiller à la mise en place d'une réforme structurelle recommandée par le FMI, à savoir la mise en place d'un plan de trésorerie annuel qui soit conforme au plan de passation de marchés et aux engagements trimestriels, afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés et de poursuivre l'assainissement de ses finances publiques.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque